

**Enquête Eurochambres 2009 auprès des entreprises
luxembourgeoises**

**2008 : Dégradation sensible de la conjoncture dès le
second semestre**

2009 : Une année de récession ?



Résumé

- Ces douze derniers mois, les prévisions de croissance économique ont régulièrement été revues à la baisse pour le Luxembourg, de 4,5% à 2% en 2008 (chiffres du STATEC) en raison de la crise financière et économique internationale issue des turbulences des *subprimes*. Tandis que l'OCDE s'attend à une situation de récession pour le Grand-Duché en 2009 (croissance de l'ordre de -0,5%), le STATEC table sur un taux de +0,5 % pour l'année prochaine, c'est-à-dire à un niveau bien inférieur aux taux de 6,4% et 5,2% enregistrés respectivement en 2006 et 2007.
- En écho à ces prévisions, les résultats de l'enquête Eurochambres 2009 montrent que les entreprises luxembourgeoises sont pessimistes quant à l'évolution à venir de l'environnement économique. L'enquête a été réalisée au cours de la 2^e et de la 3^e semaine d'octobre 2008, donc à un moment où il est devenu clair que la crise financière est la plus sévère en son genre depuis la grande dépression des années 1930 et qu'elle affectera profondément l'économie réelle. Les résultats relatifs à 2008, de même que les attentes des entreprises pour 2009 s'inscrivent clairement à la baisse pour tous les indicateurs de l'enquête et expriment un haut degré de défiance vis-à-vis de l'avenir.
- Les indicateurs relatifs à l'évolution de l'emploi attendue en 2009 sont orientés à la baisse, alors que l'année 2008 a été marquée par une tendance toujours très positive au niveau de la création d'emplois. La part des hommes d'affaires pessimistes quant au futur nombre de salariés atteint un niveau historiquement élevé avec 17,8%. Cependant, la part des entreprises anticipant une stabilité de leurs effectifs reste élevée avec 66%, ce qui est un signe positif. En effet, les petites et moyennes entreprises, qui représentent la grande majorité dans la structure économique du Luxembourg et dans l'échantillon de l'enquête, constituent un facteur stabilisateur en cette période de crise.
- S'agissant des intentions d'investissement, les résultats de l'enquête Eurochambres ne laissent aucun doute sur les perspectives des entrepreneurs pour lesquelles les conditions ne sont pas réunies pour les inciter à investir. La tendance à un accès plus difficile au crédit n'y est pas pour rien et l'horizon ne devrait à cet égard pas s'éclaircir avant 2010 selon les prévisions officielles (cf. Commission européenne, FMI, OCDE, STATEC). Même si la part des chefs d'entreprise tablant sur une hausse des investissements au cours des douze prochains mois atteint un niveau historiquement bas (avec 20,1%), la part des entreprises prévoyant un niveau d'investissement stable reste élevée avec 59,4%, à l'instar des enquêtes précédentes.
- La forte baisse des indicateurs sur le climat des affaires indique que les entreprises luxembourgeoises, encore prudentes à la fin de l'année 2007, ne cachent désormais plus leurs inquiétudes quant à leurs perspectives pour 2009. Les appréciations des entreprises concernant le climat des affaires en 2008 ont été largement influencées par les turbulences qui dominaient la période de réalisation de l'enquête (càd. la 2^e et 3^e semaine d'octobre 2008), ce qui explique que ces appréciations sont nettement plus négatives qu'anticipées il y a un an. Le pessimisme ambiant est reflété par le fait que 51,3% des chefs d'entreprises s'attendent à un climat des affaires défavorable en 2009, ce qui représente plus que le double par rapport à la moyenne historique de cet indicateur.

- Au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, tous les indicateurs illustrant les attentes des entrepreneurs pour 2009 enregistrent une diminution importante. Les entreprises appréhendent l'année à venir avec beaucoup de prudence, voire du pessimisme. Les indicateurs relatifs au climat des affaires connaissent les chutes les plus aigues. Les prévisions de vente sur les marchés nationaux ou à l'exportation sont en baisse notable. A l'échelle européenne, les perspectives d'investissement sont moroses. Seul l'indicateur d'emploi atténue quelque peu le pessimisme global, puisque 60% des entreprises ayant répondu au niveau européen s'attendent à un maintien de leurs effectifs en 2009.

TABLE DES MATIERES

1. Les principaux résultats de l'enquête Eurochambres 2009.....	1
2. Le contexte dans lequel s'inscrit l'enquête Eurochambres 2009 : perspectives sombres pour l'économie luxembourgeoise	2
3. Enquête Eurochambres 2009 : évolution des différents indicateurs économiques.....	6
3.1. Climat des affaires : chute brutale de la confiance des entreprises.....	6
3.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : nette dégradation des indicateurs, notamment en matière de prévisions.....	8
3.3. Marché de l'emploi : ralentissement de la création d'emploi, hausse du chômage.....	11
3.4. Investissements : d'une évolution dynamique depuis 2002 à un ralentissement notable en 2009.....	12
4. Commerce électronique : l'utilisation de ce moyen de commercialisation n'a pas connu d'essor particulier en 2008.....	14
5. Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen: une perte de confiance sensible des entreprises.....	16
6. La 16 ^e édition de l'enquête Eurochambres : méthodologie	19
 Tableau 1 : Principaux agrégats relatifs à l'économie luxembourgeoise (2005-2010)	 4
 Graphique 1 : Evolution de l'emploi total et du PIB en volume au Luxembourg (en %)	 5
Graphique 2 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires en 2009.....	7
Graphique 3 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant le chiffre d'affaires total	9
Graphique 4 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant l'emploi. 11	
Graphique 5 : Evolution des balances relatives aux résultats et aux prévisions concernant les investissements	13
Graphique 6 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant les investissements selon les catégories d'activité	14
Graphique 7 : La confiance dans le climat des affaires – Zone euro.....	16
Graphique 8 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires et la croissance économique au niveau européen	16
Graphique 9 : Evolution des balances de prévision des exportations depuis 2007, en comparaison européenne	18

1. Les principaux résultats de l'enquête Eurochambres 2009

Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen montrent globalement que les entreprises sont pessimistes quant à l'évolution de l'environnement économique au cours des douze prochains mois.

La crise financière actuelle s'est transformée en crise économique profonde et globale et les perspectives pour l'année 2009 sont particulièrement sombres : à l'exception des grands marchés émergents, comme la Chine, l'Inde, l'Asie du Sud-Est ou le Brésil, les économies avancées traditionnelles devraient traverser la première récession globale depuis la Deuxième Guerre mondiale. L'Europe est également fortement affectée par la crise financière, qui amplifie la correction intervenue sur les marchés immobiliers dans plusieurs économies à un moment où la demande extérieure baisse sensiblement.

De nombreuses entreprises enregistrent de surcroît des résultats fortement en baisse et craignent une diminution de la demande dans les mois à venir. **Globalement, les prévisions des entrepreneurs européens expriment un véritable retournement de tendance et une rupture par rapport à une période économique jugée jusqu'à présent plutôt faste depuis plusieurs années.**

En ce qui concerne le Luxembourg¹, les résultats de l'enquête Eurochambres confirment l'essoufflement de la conjoncture nationale en 2008 et présagent de perspectives économiques difficiles pour 2009, les entrepreneurs luxembourgeois faisant preuve d'un pessimisme sans précédent quant au développement de leurs activités l'année prochaine. L'économie luxembourgeoise, petite par sa taille démographique et géographique et très ouverte sur l'extérieur, ne peut pas échapper à de fortes turbulences internationales, encore moins à l'ensemble des incertitudes financières, immobilières ou monétaires qui nourrissent l'actuelle crise mondiale. Les doutes et le pessimisme des entreprises luxembourgeoises sont illustrés par les tendances à la baisse des indicateurs relatifs notamment au climat des affaires, à l'emploi et aux investissements.

S'agissant de l'évolution conjoncturelle en 2008, les résultats de l'enquête Eurochambres 2009 confirment la place majeure du secteur financier et le moteur que constituent les exportations (et principalement les exportations de services) pour l'économie luxembourgeoise. Aux performances économiques remarquables de 2007 du Grand-Duché ont succédé des résultats encore satisfaisants, du moins pour le premier semestre 2008, mais laissant entrevoir un essoufflement de l'appareil productif national dans son ensemble. Les effets de contagion entre acteurs financiers mondiaux et les conséquences de ces effets en termes de confiance des agents économiques ont accéléré l'étiollement du développement des activités de la place financière, mais aussi des entreprises industrielles et manufacturières (machines et matériels de transport, construction, exploitations minières, gaz et eau,...) et des autres entreprises de services (logistique, communication, conseil juridique et fiscal,...).

Quant à l'évolution conjoncturelle des prochains mois, les attentes des entreprises luxembourgeoises sont affectées par la crise de confiance précédemment évoquée. Que ce soit du point de vue des prévisions concernant l'évolution du chiffre d'affaires global, des exportations, des intentions de recrutement ou d'investissements, les indicateurs de l'enquête Eurochambres plongent tous et expriment un haut degré de défiance vis-à-vis de l'avenir. Autant les entreprises demeureraient dans leur ensemble prudentes, mais relativement

¹ L'enquête est coordonnée au Grand-Duché par la Chambre de Commerce et elle est menée par TNS-ILRES.

optimistes, à la fin de l'année 2007, à l'égard notamment des risques que faisait peser la crise des *subprimes*, autant elles ne cachent désormais plus leurs inquiétudes à l'égard des perspectives de l'année 2009. En témoignent les indicateurs sur le climat des affaires qui connaissent une chute vertigineuse : plus de la moitié des entreprises (51,3%) est ainsi d'avis que le climat des affaires devrait se dégrader en 2009 par rapport à 2008.

De manière logique, les variations des indicateurs d'emploi sont comparables à celles précédemment citées. Il convient de rappeler que les années 2005 à 2008 étaient caractérisées par une nette amélioration des niveaux d'emploi, même si toutes les branches d'activité n'avaient pas connu la même embellie. L'emploi intérieur a encore évolué positivement en 2008 pour atteindre un rythme de croissance de 4,9%, c'est-à-dire 0,4 point de pourcentage de mieux qu'en 2007. Le taux de chômage a en conséquence légèrement diminué pour atteindre 4,1% au moment de l'éclatement de la crise à la fin de l'été 2008.

S'agissant des intentions d'investissement, les résultats de l'enquête Eurochambres ne laissent aucun doute sur les perspectives d'investissement des entrepreneurs. Les conditions ne sont en effet pas réunies pour une évolution favorable de la propension à investir des entreprises. La tendance au rationnement du crédit n'y est pas pour rien et les perspectives ne devraient à cet égard pas s'éclaircir avant 2010, selon les prévisions de la Commission européenne et celles du FMI. Par ailleurs, et cela demeure l'élément crucial en matière d'investissement, il manque aux entrepreneurs la confiance en l'avenir et en la réussite de leurs projets, ce qu'illustre du reste la chute brutale des indicateurs relatifs à la demande et des indicateurs de confiance dans le climat des affaires.

Plutôt que de sombrer dans le pessimisme, la Chambre de Commerce tient à souligner qu'en comparaison avec la plupart des autres pays sur l'échiquier mondial, le Luxembourg présente des fondamentaux macroéconomiques sains, une capacité de financement intacte et des structures économiques solides avec des entreprises innovantes et bien gérées. La réunion de ces atouts flanquée par une capacité élevée d'adaptation, par une flexibilité accrue et par la solidarité nationale devrait permettre au pays non seulement de sortir indemne de la crise actuelle, mais de renforcer de manière durable ses bases socio-économiques et sa compétitivité, si les jalons et les priorités sont correctement fixés à court terme, pour préparer l'avenir du pays à long terme.

Les actions à engager devraient entre autres viser à renforcer et redynamiser le secteur financier fortement menacé par la crise internationale, mais aussi garantir une forte contribution des autres secteurs économiques (logistique, commerce électronique, technologies de la santé et de l'environnement...) à la croissance nationale.

2. Le contexte dans lequel s'inscrit l'enquête Eurochambres 2009 : perspectives sombres pour l'économie luxembourgeoise

L'enquête Eurochambres 2009 a été réalisée au cours de la 2^e et de la 3^e semaine d'octobre 2008, donc à un moment où il est devenu clair que la crise financière est la plus sévère en son genre depuis la grande dépression des années 1930 et qu'elle affectera profondément l'économie réelle. Démarrée avec l'éclatement de la crise des « subprimes » (emprunts hypothécaires octroyés à des ménages à faibles revenus), la crise a franchi une nouvelle étape lorsque les autorités américaines ont décidé de ne pas intervenir lors de la faillite de Lehman Brothers, 4^e plus grande banque d'investissement des Etats-Unis. Depuis, de nombreux gouvernements ont dû intervenir pour prévenir les risques systémiques inhérents aux

turbulences financières, notamment par des interventions directes dans le capital de grandes banques.

La crise immobilière et la crise des « subprimes » aux Etats-Unis, qui ont fortement affecté les marchés financiers américains, ont évidemment eu des répercussions sur les marchés financiers européens, y compris au Luxembourg. Le Grand-Duché a connu depuis plus de vingt ans un essor considérable du secteur des finances, lequel a induit des retombées éminemment positives sur le marché du travail et sur les finances de l'Etat. Les événements récents ont néanmoins montré à quel point des efforts de diversification de l'économie nationale étaient nécessaires.

Contrairement à l'enquête Eurochambres 2008, l'édition 2009 illustre l'étiollement sensible de la confiance des entrepreneurs luxembourgeois, que ce soit vis-à-vis du climat des affaires ou par rapport au chiffre d'affaires domestique et à l'export. Les prévisions en ce qui concerne le climat des affaires en 2009 sont là encore très préoccupantes.

Les indicateurs de l'enquête Eurochambres 2009 pour le Luxembourg ont globalement connu une dégradation, parfois particulièrement sensible. Ainsi, sans être alarmantes, les perspectives économiques pour 2008 n'atteignent pas celles de 2007, ne serait-ce que parce que les entreprises (tous secteurs confondus) n'observent pas autant d'amélioration de leur chiffre d'affaires que l'année passée. Ce sont surtout les prévisions pour 2009 qui paraissent des plus pessimistes. Il faut dire que la crise financière internationale s'est mue en crise économique mondiale, brisant notamment la confiance que les sociétés avaient accumulée depuis 2006. C'est particulièrement perceptible au Luxembourg, petite économie très ouverte et dépendante de la conjoncture mondiale, où les données sur le climat des affaires, le chiffre d'affaires des entreprises industrielles et de services réalisé sur le marché domestique, le développement des exportations, l'emploi ou encore l'investissement ont clairement adopté des tendances baissières.

Depuis la fin de l'année 2007, les prévisions de croissance économique ont été revues régulièrement à la baisse pour le Luxembourg. Le Statec anticipait un taux de 4,5% pour 2008 au moment de la précédente édition de l'enquête Eurochambres, mais c'était sans compter sur la mutation de la crise des subprimes en crise de la finance internationale, puis en crise économique d'envergure mondiale.

Selon les plus récentes prévisions officielles de croissance du PIB pour 2009 (+0,5 % selon le Statec, autour de zéro d'après la BCL et -0,5% pour l'OCDE, cf. tableau 1), l'économie luxembourgeoise connaîtrait l'année prochaine un ralentissement brutal par rapport au rythme de croissance enregistré les années précédentes (moyenne annuelle de +4,5 % depuis 1995). Les prévisions d'automne de la Commission européenne, dont la publication a été antérieure à celles du Statec et de la BCL, s'avèrent d'ores et déjà trop optimistes.

Le ralentissement de la croissance économique aura un impact significatif sur le marché du travail. L'emploi total continuera à augmenter, mais à un rythme de moins en moins élevé, de 4,9% en 2008 à 2,0% en 2009, selon le Statec. La BCL prévoit une progression de l'emploi en 2009 de seulement 1%. Les effets négatifs sur l'emploi persisteront jusqu'en 2011. Le taux de chômage augmentera de façon concomitante. Il passera de 4,1% en 2008 à 5,2% en 2009, selon le Statec. De ce point de vue, il importe pour le Luxembourg d'adopter une politique proactive en la matière, notamment en améliorant le fonctionnement du marché du travail.

Tableau 1 : Principaux agrégats relatifs à l'économie luxembourgeoise (2005-2010)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	10.7	3.0	2.0	2.5	1.2	1.7
Consommation publique	5.0	2.8	2.6	1.2	3.7	2.1
Formation brute de capital fixe	6.2	2.9	10.1	-3.1	-0.3	2.3
Demande intérieure finale	21.9	2.9	4.4	0.6	1.4	2.0
Variation des stocks ¹	0.6	-1.0	-0.4	-1.6	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	22.5	1.4	3.7	-1.8	0.4	2.0
Exportations de biens et services	47.9	14.7	4.4	2.4	0.9	3.5
Importations de biens et services	40.2	13.5	3.5	-0.7	1.4	3.9
Exportations nettes ¹	7.8	5.3	2.7	5.3	-0.5	0.5
PIB aux prix du marché	30.3	6.5	5.2	2.4	-0.5	1.9
Déflateur du PIB	—	5.1	1.7	1.5	2.4	1.7
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.0	2.7	4.5	1.9	1.7
Déflateur de la consommation privée	—	2.2	2.1	5.2	1.9	1.7
Taux de chômage	—	4.4	4.4	4.5	6.5	7.0
Solde des administrations publiques ²	—	1.3	3.2	1.6	-0.6	-1.5
Balance des opérations courantes ²	—	10.5	9.9	6.6	5.1	6.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

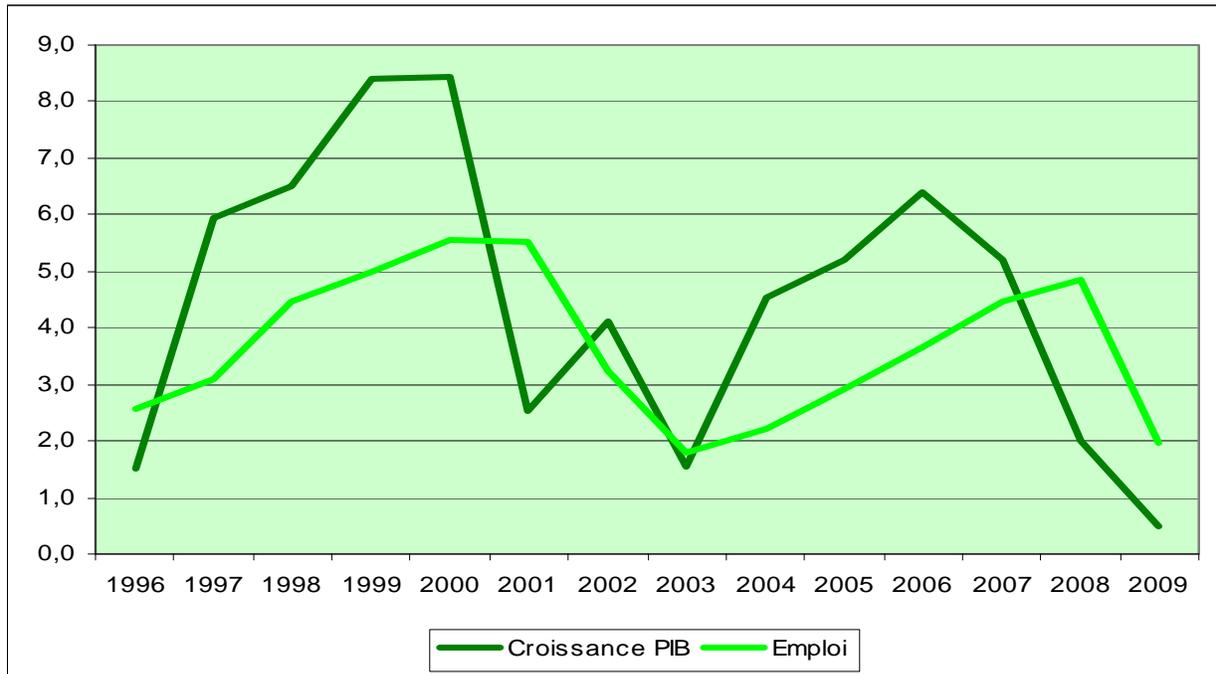
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 84.

S'agissant de l'inflation, le taux de l'IPCN devrait chuter de +3,4% en 2008 à +0,9% en 2009, selon le Statec.

L'essoufflement de la croissance du PIB luxembourgeois affectera le niveau des recettes prévisibles au cours de l'exercice 2009. Il en résultera, toute chose restant égale par ailleurs, une baisse sensible du solde des Administrations publiques par rapport au surplus de 1,1% du PIB tel que prévu par les auteurs du projet de budget 2009. Un scénario de déficit budgétaire de l'administration publique devient probable, surtout si un ajustement des dépenses courantes n'était pas mis en œuvre. Le Statec prévoit un déficit des administrations publiques de l'ordre de 0,2% du PIB en 2009.

Dans ses projections d'automne 2008, la Commission européenne prévoit une forte baisse de l'excédent courant de la balance des paiements luxembourgeoise. Le surplus courant se limiterait en effet à 5,4% du PIB en 2009, alors que l'excédent se montait encore à 11% du PIB en 2005 et à 8,3% en 2008. Cette évolution pourrait refléter non seulement une demande intérieure toujours plus forte au Luxembourg que dans les autres pays européens, mais également la détérioration continue de la compétitivité-prix du Grand-Duché.

Graphique 1 : Evolution de l'emploi total et du PIB en volume au Luxembourg (en %)

Source : Statec (décembre 2008)

D'autres éléments sont toutefois de nature à atténuer les inquiétudes macroéconomiques, comme la diminution des prix du pétrole susceptible de favoriser un ralentissement de l'inflation ou le rétablissement de taux de change qui pénalisent moins les exportations des entreprises européennes et luxembourgeoises.

Si les perspectives économiques n'apparaissent pas particulièrement favorables, il ne faut pas sombrer dans un pessimisme excessif. D'abord, les fondamentaux de l'économie luxembourgeoise demeurent sains, avec entre autres une croissance encore soutenue en 2008 de l'emploi, une dette publique parmi les moins élevées de la zone Euro, des entreprises dynamiques et bien gérées, des conditions économiques, géographiques, politiques ou culturelles englobant un fort potentiel de reprise. Ensuite, les autorités publiques nationales ont agi de manière appropriée et rapide, ce qui est un élément essentiel en vue de rétablir la confiance des agents économiques et d'atténuer l'instabilité et l'incertitude qui prévalent jusqu'à maintenant. Enfin, le Gouvernement luxembourgeois s'engage, à travers le budget de l'Etat 2009, à prendre des mesures de nature anti-cyclique et, partant, à prendre des engagements volontaristes pour faire face aux défis à court terme de la crise.

3. Enquête Eurochambres 2009 : évolution des différents indicateurs économiques

3.1. Climat des affaires : chute brutale de la confiance des entreprises

La croissance économique luxembourgeoise a connu en 2008 un ralentissement sensible puisque le rythme de progression du PIB en volume a été divisé de moitié, passant en une année de 5,2% à 2%. La décélération avait débuté au second semestre 2007 sous les effets de la crise des subprimes, laquelle est devenue en 2008 une crise financière mondiale dont les lourdes répercussions économiques se font sentir en cette fin d'année 2008 et devraient se renforcer en 2009. **Les résultats de l'enquête Eurochambres relative aux performances des entreprises au cours de l'exercice 2008 concordent avec le scénario d'une croissance fortement freinée en 2008.**

La situation macroéconomique nationale s'est en effet dégradée au cours du second semestre 2008, ce que reflète l'indicateur du climat des affaires qui passerait de +0,9 pour 2007 (enquête précédente) à -28,4 pour 2008. Un examen détaillé des composantes de cet indicateur révèle que cette nette dégradation concerne à la fois le secteur manufacturier (l'indicateur sectoriel varie en un an de -1,2 à -22,4) et le secteur des services, ce dernier enregistrant une diminution plus importante de la balance du climat des affaires (-33,2 points au total).

Même si la tendance est négative pour tous les secteurs d'activité, les résultats de l'enquête Eurochambres 2009 confirment une disparité sectorielle évidente en ce qui concerne la perception de l'environnement économique. Ainsi, ce sont les entreprises industrielles de la catégorie G (« autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) ») qui ont exprimé le pessimisme le moins prononcé à l'égard de l'environnement économique en 2008 (une balance de seulement -8,5 points, sur base toutefois d'un échantillon assez restreint qui impose donc la prudence dans l'interprétation), alors que les secteurs les plus en proie aux incertitudes conjoncturelles semblent être ceux de la vente en gros et détail, des réparations et de l'hôtellerie restauration (-39,4 points), ainsi que ceux des catégories « autres industries manufacturières » (-35,6 points) et « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » (-30,5 points)².

En sus, la perception de l'environnement économique en 2008 apparaît comme particulièrement défavorable au regard de certains sous-groupes d'entreprises. Tous secteurs confondus, ce sont les sociétés de 250 à 499 personnes et celles de 500 à 999 personnes qui manifestent le moins de confiance dans l'évolution de l'environnement national des affaires. Près de 65%, respectivement 80%, de ces entreprises considèrent en effet que le climat des

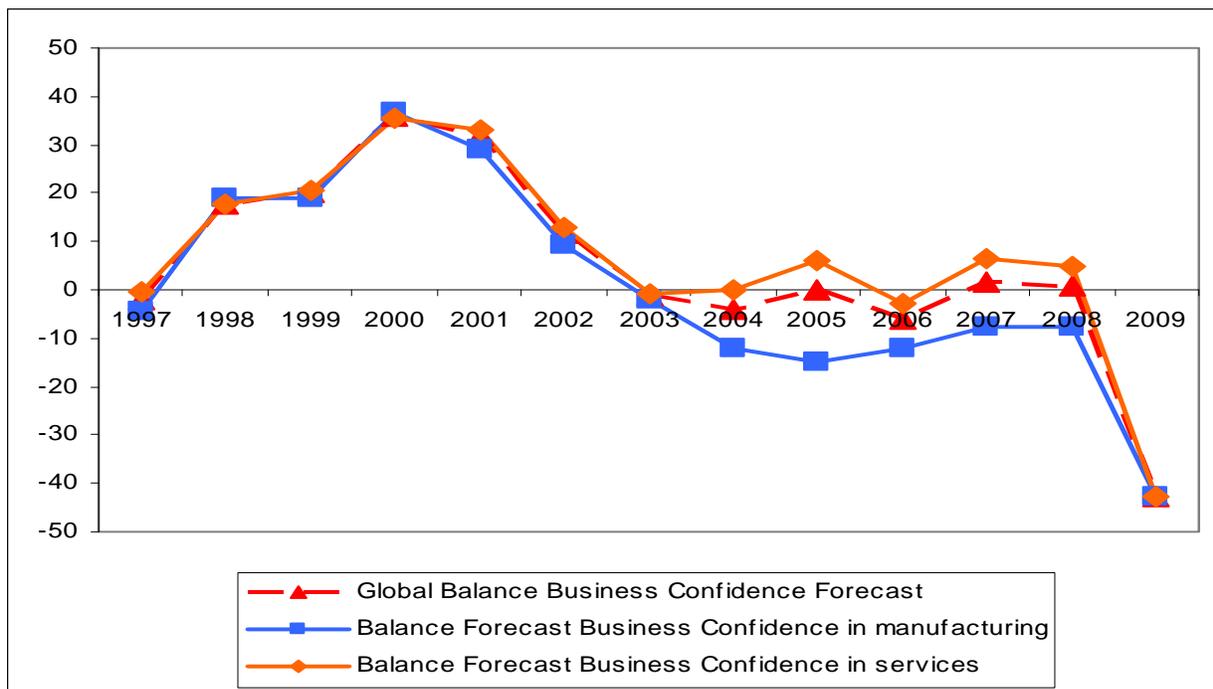
² Comme l'indique la méthodologie générale de l'enquête (voir en fin de document), les entreprises qui font l'objet de l'étude sont réparties selon le code NACE (données de janvier 2008). Au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'un côté, des services de l'autre, sont répertoriés sept catégories d'activité comme suit :

- Code A : « fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport » ;
- Code B : « autres industries manufacturières » ;
- Code C : « construction » ;
- Code D : « vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurant » ;
- Code E : « transport, entreposage et communication » ;
- Code F : « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » ;
- Code G : « autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) ».

affaires s'est clairement dégradé. Ces mêmes entreprises étaient paradoxalement les plus optimistes sur l'évolution de ce climat entre 2006 et 2007, ce qui illustre donc d'une certaine façon une rupture dans la perception des sociétés luxembourgeoises et l'évolution de l'environnement économique national.

Il importe de traiter certains chiffres avec une extrême prudence étant donnée la taille parfois très restreinte des échantillons. Par exemple, l'indicateur de pessimisme sur l'influence de l'environnement économique est de -100 en ce qui concerne les sociétés de services de 500 à 999. Il est aussi de -100 pour ce qui est des sociétés industrielles de plus de 1000 employés. Dans le premier cas, deux entreprises seulement ont été interrogées ; dans le second cas, une seule. Pour autant, la perception des plus grandes entreprises du Grand-Duché demeure un indicateur important et pertinent de la confiance globale des acteurs économiques dans l'environnement national compte tenu de leur poids économique non négligeable à l'échelle nationale. Il convient également de noter que, parmi tous les indicateurs négatifs que l'enquête Eurochambres 2009 dévoile, la balance relative à l'évolution du climat des affaires entre 2007 et 2008 se situe à +50 points s'agissant des entreprises du secteur industriel et manufacturier dont les effectifs sont compris entre 500 et 999 personnes. Certes, l'échantillon de six entreprises appelle là encore à une extrême prudence dans l'interprétation.

Graphique 2 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires en 2009



Les indicateurs relatifs aux perspectives pour 2009 auraient tendance à confirmer les interprétations précédentes, comme le montre le graphique 2, à ce détail près que le pessimisme est plus important du côté des entrepreneurs de l'industrie que de celui des entreprises de services.

Dans l'ensemble, l'enquête Eurochambres corrobore à la fois les estimations de fort ralentissement de la croissance, telles que celles-ci ont été établies par le STATEC pour 2008, ainsi que les prévisions de net recul de la progression du PIB en 2009, telles que les prévoient par exemple le FMI et la Commission européenne. Non seulement la balance du climat des affaires s'est effondrée jusqu'à un niveau non atteint depuis l'enquête 2004 (passant de +0,9 à -28,4), mais en plus la balance des prévisions de climat des affaires, alors qu'elle était parvenue à renouer avec un niveau positif depuis 2006, a subi une chute vertigineuse pour atteindre son plus bas niveau depuis le début des années 2000 (-42,7). La raison en est que plus de la moitié des entreprises interrogées (51,3%) anticipent une dégradation des conditions économiques pour l'année 2009, tandis qu'elles ne sont plus que 8,6% à avoir une perception optimiste du climat des affaires à venir. Si le solde relatif à 2008, faiblement positif, semblait manifester une certaine résilience de l'appareil productif luxembourgeois dans un climat caractérisé notamment par les turbulences consécutives à la crise des *subprimes*, une forte appréciation de l'euro et des cours du pétrole soutenus, la nette dégringolade de ce même solde illustre en revanche les risques économiques auxquels doit faire face le Luxembourg et la fragilité désormais apparente de son appareil de production.

Il faut du reste observer que le pessimisme quant à l'évolution du climat des affaires est très similaire entre les entreprises du secteur industriel et les sociétés appartenant au secteur des services (balances respectives de -42,9 et -42,7). Les chiffres traduisent toutefois des nuances, que ce soit entre les secteurs d'activité ou même selon la taille des firmes. Ainsi, la situation paraît particulièrement préoccupante dans le secteur des « autres industries manufacturières », où le pourcentage des entreprises ayant une perception négative de l'environnement économique en 2009 a plus que doublé par rapport à l'année dernière (31,9% en 2007, 69,8% en 2008) et où la balance atteint un score jamais atteint (-65,9 points). Il convient tout de même de noter que d'autres secteurs subissent une moindre vague de pessimisme, comme c'est le cas pour le « transport, entreposage et communication », où quelque 15% des entreprises interrogées voient une évolution plutôt positive du climat des affaires pour 2009.

3.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation : nette dégradation des indicateurs, notamment en matière de prévisions

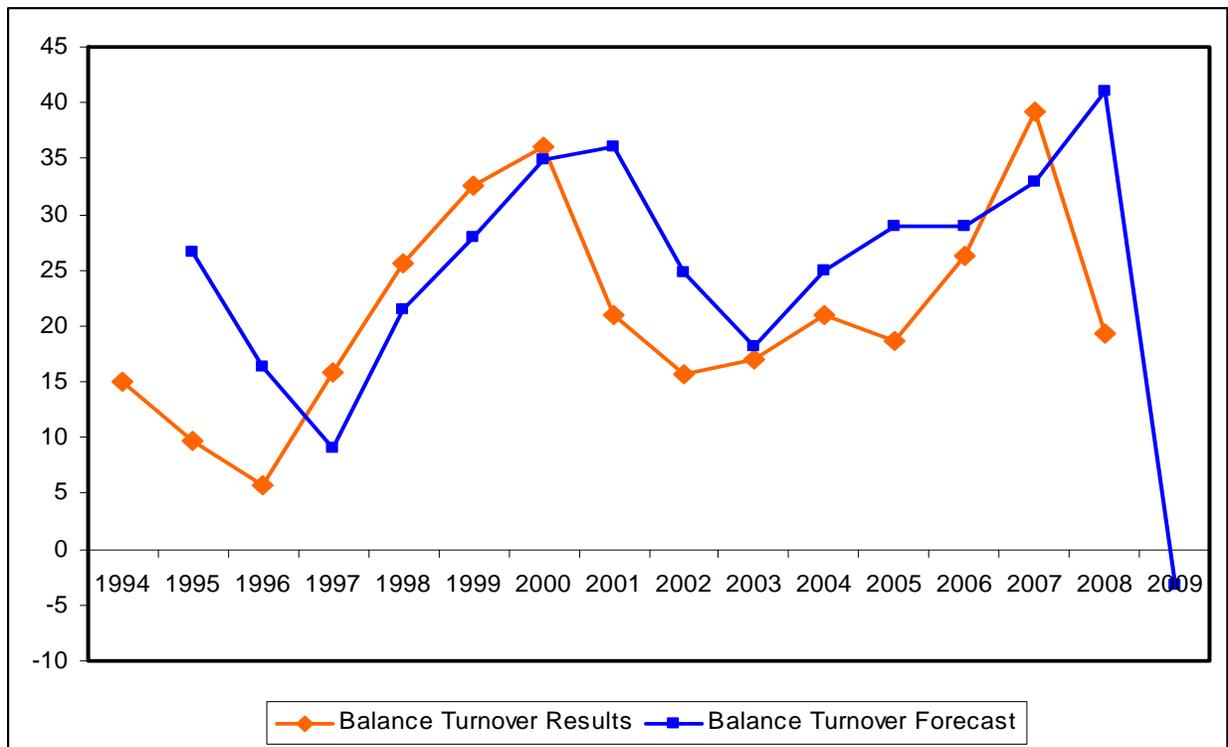
S'agissant des résultats de l'évolution du chiffre d'affaires total et des attentes en la matière pour l'année 2009, c'est le pessimisme qui prévaut du côté des entrepreneurs, alors que les tendances étaient encore à la hausse au cours de l'enquête précédente. **Le solde du chiffre d'affaires total réalisé en 2008** (+19,4 points contre +39,2 en 2007) et surtout les prévisions de chiffre d'affaires total pour 2009 (-3,2 contre +41,1 en 2007) illustrent eux aussi la nette dégradation de la situation économique. La balance du chiffre d'affaires national pour 2008 a elle aussi fortement chuté, de +35,3 points à la fin de l'année 2007 à +16 fin 2008, c'est-à-dire qu'elle est revenue à son niveau de la fin de l'année 2005.

En ce qui concerne la balance du chiffre d'affaires à l'exportation, force est de constater là encore une baisse sensible, ladite balance passant d'un niveau de +34,8 points à celui de +13 points. Au regard de ces indicateurs, le moteur des exportations resterait donc en 2008 un peu moins dynamique que celui de la demande intérieure, en raison principalement des turbulences internationales que génèrent les crises financière et économique précitées.

Le solde relatif aux résultats 2008 en matière de chiffre d'affaires s'est établi à +19,4 points pour l'ensemble de l'économie. Il est un peu plus élevé s'agissant uniquement des entreprises de services (+20,7 points), même si certains secteurs d'activité relatifs à l'industrie affichent des

balances plus élevées que certains sous-secteurs des services. Par exemple, les entreprises du secteur « autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) » indiquent pour 62,8% une amélioration de leur chiffre d'affaires en 2008, alors que seules 44,8% des firmes du secteur « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » voient progresser leur chiffre d'affaires sur la même période. Reste que, globalement, l'indice de confiance exprimé à travers l'enquête est bien inférieur à celui de l'année passée, ce qui est conforme à la tendance générale que dessine l'ensemble des indicateurs. Plus qu'une simple diminution des balances afférentes, l'enquête Eurochambres 2009 marque une véritable rupture après des progressions constantes depuis 2006 des indicateurs de chiffre d'affaires, de chiffres de ventes nationales et d'exportations.

Graphique 3 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant le chiffre d'affaires total



La balance du secteur des entreprises financières et assimilées en matière de chiffre d'affaires a sensiblement diminué depuis 2007 (passant de +54,7 à +23,9 points). Or ce secteur des services exerce traditionnellement un effet d'entraînement important sur l'ensemble de l'économie grand-ducale. Comparé à certaines balances relatives à des sous-secteurs industriels et manufacturiers, l'indicateur de chiffre d'affaires réalisé au niveau national par ces entreprises n'est pas particulièrement élevé (seulement +24,9 points), de même que celui qui concerne les exportations (+16,4). Les balances relatives aux prévisions de ces mêmes entreprises sont encore plus faibles (respectivement +9,8 et +0,3).

Il convient de noter de surcroît que les balances de résultats en termes de chiffre d'affaires des entreprises luxembourgeoises apparaissent comme plus élevées en ce qui concerne les firmes de grande taille, plus à même de résister aux turbulences internationales.

L'observation des soldes relatifs par sous-secteur d'activité dévoile des performances différentes par rapport aux chiffres d'affaires réalisés en 2008 ou anticipés pour 2009, certaines balances excédant largement la balance moyenne, y compris les balances sectorielles moyennes. C'est le cas par exemple des sous-secteurs industriels A et G (respectivement +33,6 et +38, comparés à la moyenne sectorielle de +16,3), ou encore du sous-secteur E (+31,8, comparés à la moyenne sectorielle de +20,7). C'est aussi vrai en ce qui concerne des sous-secteurs comme C (+11,6) et D (+14,1).

On peut expliquer les balances positives des catégories A et G par le fait que la demande mondiale pour les matières premières est demeurée forte et a permis de maintenir l'activité des secteurs économiques qui s'y rattachent en 2008, du moins au cours du premier semestre.

Les résultats de C et D illustrent en revanche les difficultés que pose la crise économique pour des activités comme la construction, la vente en gros et détail ou encore le tourisme. Il faut en outre noter l'assez bonne tenue du sous-secteur « transport, entreposage et communication », pour lequel pratiquement la moitié des entreprises interrogées (49,3%) soulignent une amélioration en 2008 de leur chiffre d'affaires.

Le solde relatif aux **chiffres d'affaires attendus pour 2009** passe brutalement à -3,2 points, alors qu'il était de +41,1 dans l'enquête précédente, ce qui, là encore, dénote une sensible dégradation de l'environnement économique et de sa perception de la part des entreprises luxembourgeoises. Il convient de distinguer à travers le solde en question les attentes du secteur industriel et manufacturier, très négatives (-14,7), de celles du secteur des services, pour lequel la balance est positive (+2,3).

La diminution du solde relatif aux chiffres d'affaires attendus pour 2009 se nourrit à la fois de la contraction de l'indicateur de prévision d'activité des entreprises qui ont des débouchés nationaux (balance de -3,5 points) et de la chute plus forte encore de l'indicateur de prévision du chiffre d'affaires à l'exportation pour 2009 (balance de -5,2 points).

À part les entreprises financières et assimilées, pour lesquelles l'indicateur de prévision à l'export demeure légèrement positif, et ce malgré les difficultés mondiales actuelles, tous les sous-secteurs (manufacturiers et de services) entrevoient 2009 avec un pessimisme plus ou moins appuyé (balances par exemple de -16,3 points pour B, -10,9 pour D et -0,8 pour E).

Au total, le solde global des prévisions pour 2009 du chiffre d'affaires national se monte à -3,5, contre +37,7 l'année précédente (baisse de 41,2 points), tandis que le solde global des prévisions pour 2009 du chiffre d'affaires à l'exportation s'est effondré jusqu'à -5,2 points, alors qu'il atteignait encore +33,2 dans l'enquête 2008.

Il en découlerait une dégradation supplémentaire du solde de la balance courante du Luxembourg, dont le surplus (en % en PIB) devrait passer de 10,5% du PIB en 2006 à 5,8% en 2009.

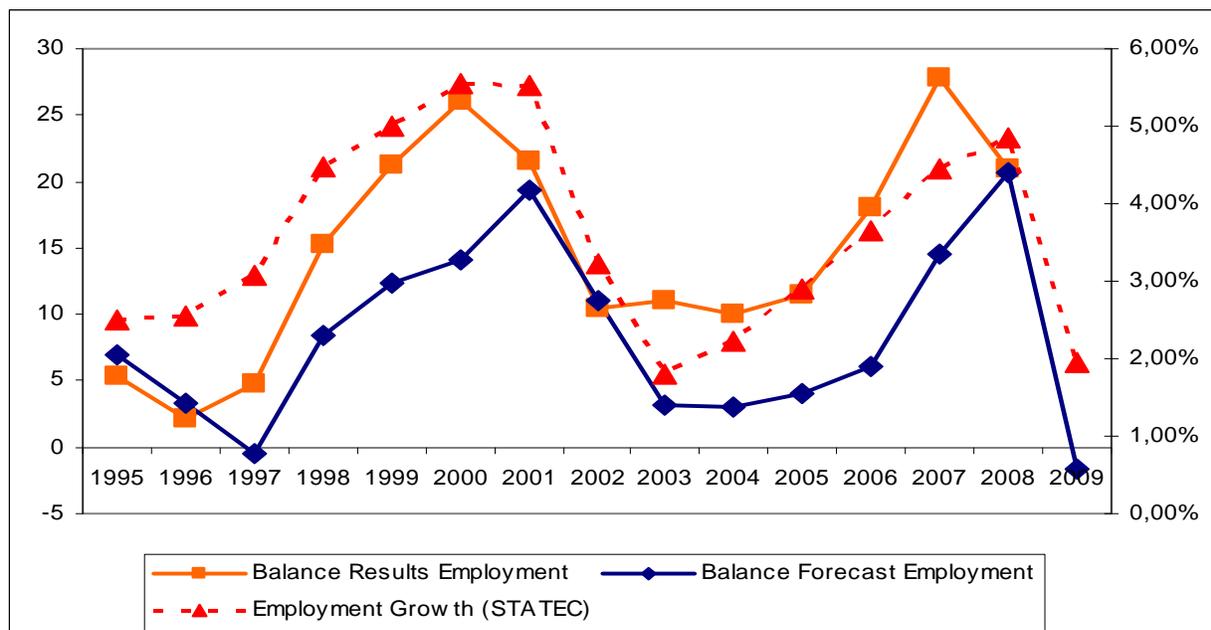
3.3. Marché de l'emploi : ralentissement de la création d'emploi, hausse du chômage

Le Statec prévoit que la croissance de l'emploi au Luxembourg pourrait atteindre un rythme assez élevé de 4,9% en 2008, avant de retomber à un rythme sensiblement inférieur en 2009, à hauteur de seulement +2%. Les résultats de l'enquête Eurochambres ne contredisent a priori pas ces évolutions. L'indicateur global d'évolution de l'emploi (balance de l'emploi) subit une variation défavorable de +27,8 à +21, même s'il reste somme-toute assez élevé, à l'image finalement de l'évolution observée en 2008. En revanche, l'indicateur global de prévision de l'emploi par les entreprises chute fortement puisqu'il passe de +20,6 dans l'enquête 2008 à -1,6, ce qui, là encore, est conforme aux prévisions de net ralentissement de la cadence des créations d'emplois en 2009.

L'évolution encore positive des effectifs des entreprises en 2008 vaut surtout pour le secteur des services, dont la balance de l'emploi est presque trois fois supérieure à celle du secteur industriel et manufacturier (+26,5 contre +9,6).

L'analyse plus fine des indicateurs (par sous-secteur et par taille) montre que seule la balance du secteur « autres industries manufacturières » est négative s'agissant de l'évolution de l'emploi en 2008 (-13,9), tandis que les meilleures performances semblent avoir été enregistrées respectivement par les secteurs « exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau » (+49,6), « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » (+38,8) et « transport, entreposage et communication » (+37,4). Ces chiffres confirment la vitalité des secteurs précités et leur importance en termes de créations d'emplois en 2008.

Graphique 4 : Evolution des balances relatives aux résultats et prévisions concernant l'emploi



S'agissant des **prévisions d'emploi pour 2009**, l'indicateur empreint d'optimisme observé en 2007, à savoir une balance positive de +20,6 points, devient un indicateur plutôt défavorable, avec une valeur de -1,6. Alors que la balance globale des attentes en termes de croissance d'emploi augmentait de manière continue depuis 2003, l'année 2008 marque un véritable retournement de tendance, avec cette forte baisse de 22,2 points en une année.

Les attentes pessimistes paraissent surtout toucher les entrepreneurs du secteur industriel et manufacturier (balance de -16,6) et épargner quelque peu ceux du secteur des services (+3,7).

Il convient cependant de nuancer l'interprétation des balances de prévisions d'emploi dans la mesure où, dans l'ensemble des secteurs et sous-secteurs économiques observés, une très large majorité des entreprises s'attend à une stabilité des effectifs de main-d'œuvre, ce qui incite à ne pas sombrer dans un pessimisme excessif. Les entreprises sont par exemple 60,3% à compter sur une telle stabilité dans le secteur de la médiation financière et dans les autres activités auxiliaires et de services. Le pourcentage correspondant atteint 67,5% dans le secteur de la « vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurants ». Ces chiffres sont encore plus importants dans le secteur industriel et manufacturier (près de 70% pour la construction et 78,8% pour les « autres industries manufacturières »).

3.4. Investissements : d'une évolution dynamique depuis 2002 à un ralentissement notable en 2009

Le Luxembourg étant une économie de petite taille et très ouverte sur l'extérieur, l'investissement privé demeure un indicateur relativement volatil, mais particulièrement important dans toute analyse de la vitalité économique du Grand-Duché.

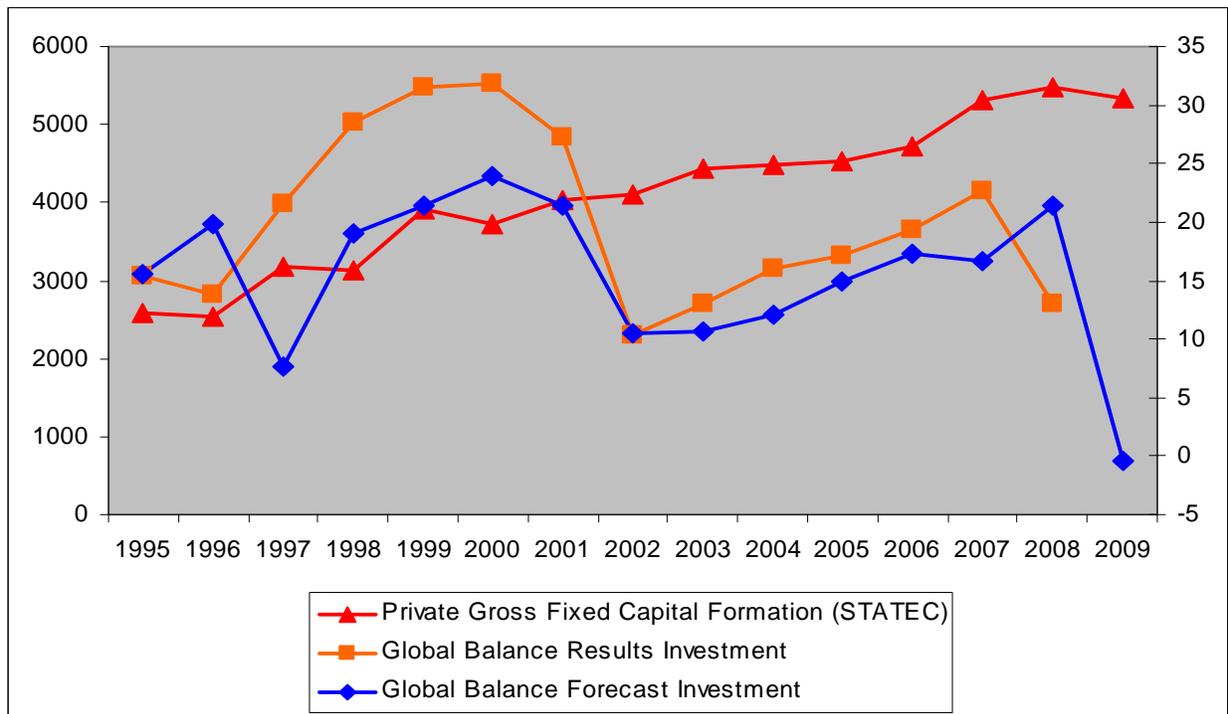
Afin de renforcer et de maintenir un haut niveau de compétitivité dans un environnement économique de plus en plus concurrentiel, il est primordial que les acteurs économiques luxembourgeois réalisent à moyen et long termes des investissements conséquents, condition *sine qua non* de l'innovation, de la constante modernisation des outils de production et, en définitive, d'un haut niveau de productivité et de compétitivité.

A cet égard, les mesures fiscales qui sont de nature à renforcer la propension à investir des acteurs économiques sont à saluer, et en particulier la mesure visant à ramener de 22% à 21% le taux d'impôt sur le revenu des collectivités. Ces mesures sont susceptibles de renforcer la compétitivité nationale, ce qui doit se traduire par davantage de création de valeur ajoutée et de richesse et conduire à terme à une élévation du niveau des recettes fiscales de l'Etat.

Faisant écho au signal survenu à la fin de l'année 2007 de baisse des prévisions d'investissement de la part des entrepreneurs luxembourgeois, l'indicateur qui illustre **l'évolution des investissements au cours de l'année 2008** subit une diminution sensible : 29,2% des entreprises interrogées constatent une montée en puissance de leurs investissements en 2008, alors qu'elles étaient 36,4% en 2007 dans l'enquête 2008.

Les réponses de cette année mettent donc en exergue une tendance baissière en 2008, laquelle tendance rompt avec la progression continue et régulière que l'étude confirmait depuis 2002. La balance des investissements s'établit pour 2008 à +13, bien en deçà donc de la balance pour 2007, à savoir +22,6.

Graphique 5 : Evolution des balances relatives aux résultats et aux prévisions concernant les investissements



Seulement 20,1% des entreprises ont l'intention d'accroître leurs investissements en 2009 et 59,4% prévoient de les maintenir à un niveau constant, tandis que la proportion des entreprises anticipant une diminution de leur effort d'investissement fait plus que doubler par rapport à l'année dernière (en l'espèce, 20,5% au lieu de 9,5% dans l'enquête précédente). La balance correspondante devient dès lors négative, pour la première fois au cours de la période d'observation.

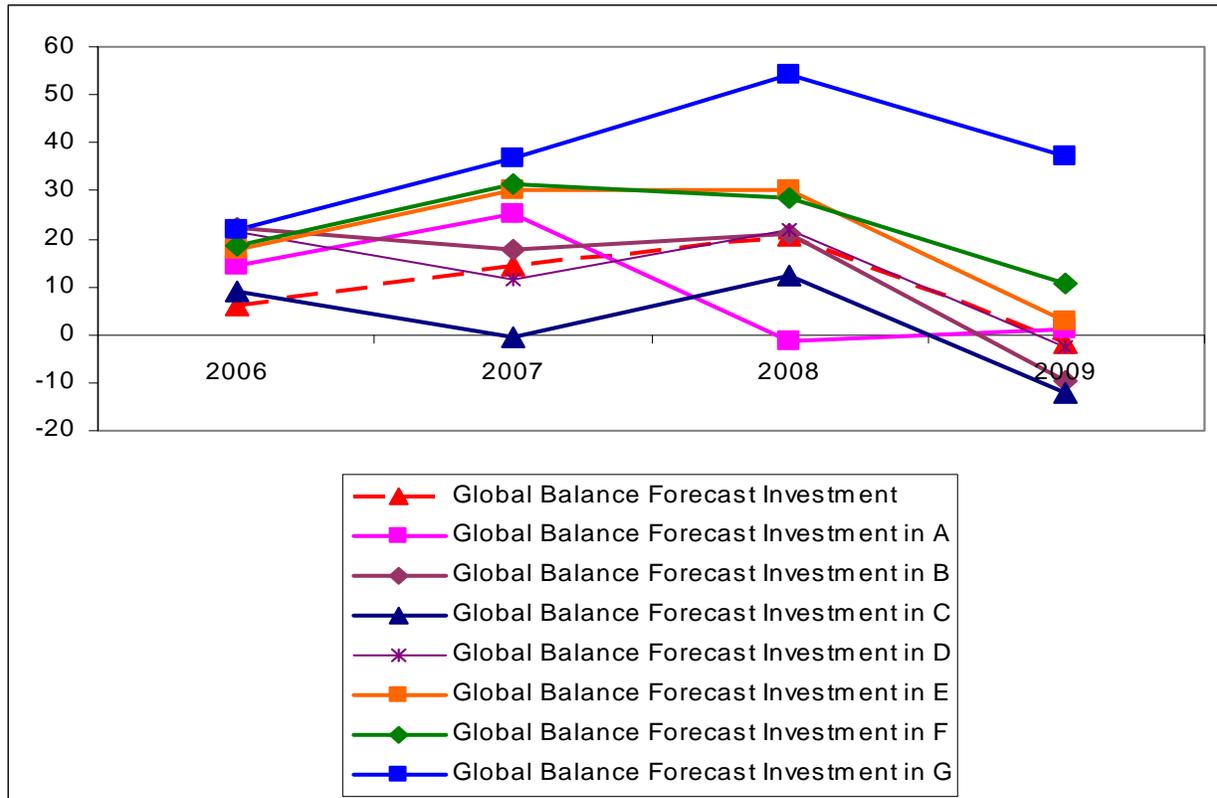
Comme l'indique le graphique 6, en dépit de la tendance visible à la baisse de l'ensemble des indicateurs sectoriels, la propension à investir demeure la plus élevée dans le secteur des « exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau », suivies des entreprises financières et des firmes du secteur « transport, entreposage et communication » (balances respectives de +37,2, de +10,3 et de +3). Pour les autres secteurs et sous-secteurs, c'est le pessimisme qui l'emporte, en attestent les balances négatives.

Les prévisions pour 2009 apparaissent donc plus sombres que les résultats d'investissement. Plus encore, alors que les deux types de balance (résultats et prévisions) concernant l'investissement connaissent depuis l'enquête 2003 des évolutions semblables en termes de variations et de niveaux, les attentes pour 2009 traduisent un véritable décrochage. Ainsi, la réduction de la balance de prévisions est bien plus prononcée que celle de la balance de résultats (-21,8 points pour la première, contre -9,6 points pour la seconde).

La rupture ainsi identifiée, tout comme l'évolution défavorable des indicateurs d'investissement, a trait aux incertitudes qu'entretiennent les conditions micro et macroéconomiques, en particulier au niveau international. Les risques de resserrement du crédit et d'insuffisance des

débouchés, de même que la méfiance des agents économiques vis-à-vis du climat général des affaires sont autant d'éléments qui entretiennent ces incertitudes et affaiblissent potentiellement la conjoncture.

Graphique 6 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant les investissements selon les catégories d'activité



4. Commerce électronique : l'utilisation de ce moyen de commercialisation n'a pas connu d'essor particulier en 2008

Chaque année, la Chambre de Commerce ajoute à l'enquête Eurochambres des questions relatives au recours des entreprises luxembourgeoises au commerce électronique.

Les entreprises réalisant une partie de leur chiffre d'affaires par le biais électronique sont minoritaires (16,7%), plus encore que l'année dernière (18,3%), ce qui pourrait traduire une tendance à la baisse de l'utilisation du commerce électronique de la part des firmes luxembourgeoises. Le taux de réponse plus faible de la présente enquête pourrait toutefois aussi expliquer la variation ainsi observée et incite donc à la prudence dans l'interprétation des résultats afférents.

Il convient de souligner une progression de la proportion d'entreprises du secteur industriel qui réalisent un chiffre d'affaires par le biais du commerce électronique (10,5% en 2008 contre

9,1% en 2007). En d'autres termes, la baisse du degré de recours au commerce électronique tiendrait pour l'essentiel à une pratique plus frileuse des entreprises du secteur des services, lesquelles semblent avoir recours pour 19,6% aux techniques des transactions par Internet, alors qu'elles étaient pratiquement 23% à recourir au commerce électronique l'année dernière. Pour autant, les entreprises de services restent largement en tête par rapport à leurs consœurs industrielles en matière de recours à ce type de canal économique et commercial.

Au sein du secteur des services, c'est parmi les entreprises employant de 100 à 249 personnes et de 500 à 999 personnes que le commerce électronique participe relativement le plus à la réalisation du chiffre d'affaires (respectivement 28,1% et 50%).

Au sein du secteur industriel, 28,2% des entreprises utilisent Internet pour réaliser des opérations commerciales avec d'autres professionnels (B2B) contre 38,9% l'an dernier, de même que 36,1% utilisent Internet pour réaliser des opérations commerciales avec des consommateurs (B2C), c'est-à-dire 11,8 points de pourcentage de plus qu'au cours de l'année 2007. La proportion des entreprises qui réalisent à la fois des opérations B2B et B2C est un peu plus faible que l'année dernière (35,7% contre 36,8%).

Les entreprises (tous secteurs confondus) qui ont recours au commerce électronique à ce moyen de commercialisation, semblent être particulièrement dynamiques, et surtout optimistes quant aux perspectives futures. De fait, parmi elles, une large majorité prévoit une augmentation du chiffre d'affaires réalisé via le commerce électronique, même si des différences subsistent au sein d'un même secteur (par exemple, 67,7% des entreprises du sous-secteur B ayant recours au commerce électronique s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires en 2009, la proportion correspondante atteignant 59,8% pour les sociétés du sous-secteur D utilisant le commerce électronique). Seules 0,6% de ces entreprises anticipaient une baisse du chiffre d'affaires réalisé par le biais du commerce électronique dans l'enquête précédente. Elles sont dorénavant 5,1%, ce qui représente une progression relative très nette, mais une hausse absolue encore restreinte.

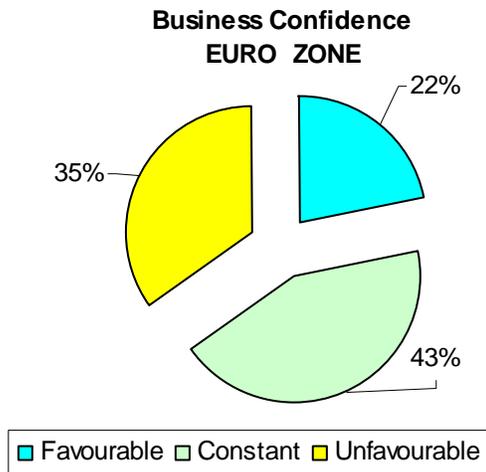
Plus globalement, seules 55,5% des entreprises du secteur des services anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires via le commerce électronique, alors qu'elles étaient 67,5% à la fin de l'année 2007. Cette diminution est en réalité venue alimenter le pourcentage des firmes prévoyant un niveau identique de chiffre d'affaires réalisé par commerce électronique d'ici la fin de l'année 2009 (39%). Ainsi, quasiment aucune de ces entreprises n'imagine un moindre recours à ces techniques de transaction.

L'évolution est assez semblable en ce qui concerne le secteur industriel et manufacturier. 48,4% des firmes concernées prévoient en effet une évolution à la hausse du chiffre d'affaires réalisé par le biais du commerce électronique (contre 60,6% l'année dernière), c'est-à-dire un pourcentage identique à celui des entreprises qui anticipent une stabilité de ce point de vue (elles étaient 35,5% fin 2007). A noter que cette année, c'est encore parmi les entreprises du sous-secteur « autres industries manufacturières » qu'on s'attend le plus à une augmentation du chiffre réalisé par commerce électronique (67,7%). Il se confirme par ailleurs qu'il existe une forte corrélation entre le recours au commerce électronique et l'importance des exportations dans la réalisation de leur chiffre d'affaires. Ainsi, 23,7% des firmes exportatrices font état de la réalisation d'une partie de leur chiffre d'affaires par le biais du commerce électronique, tandis que ce ratio tombe à 13,2% pour celles qui n'exportent pas. Le niveau absolu moins élevé des chiffres de l'enquête 2009 par rapport à celui de l'enquête 2008 est à mettre une fois encore sur le compte de la crise économique et des incertitudes qu'elle fait peser, notamment sur les échanges internationaux et, partant, sur les exportations.

5. Les résultats de l'enquête Eurochambres au niveau européen: une perte de confiance sensible des entreprises

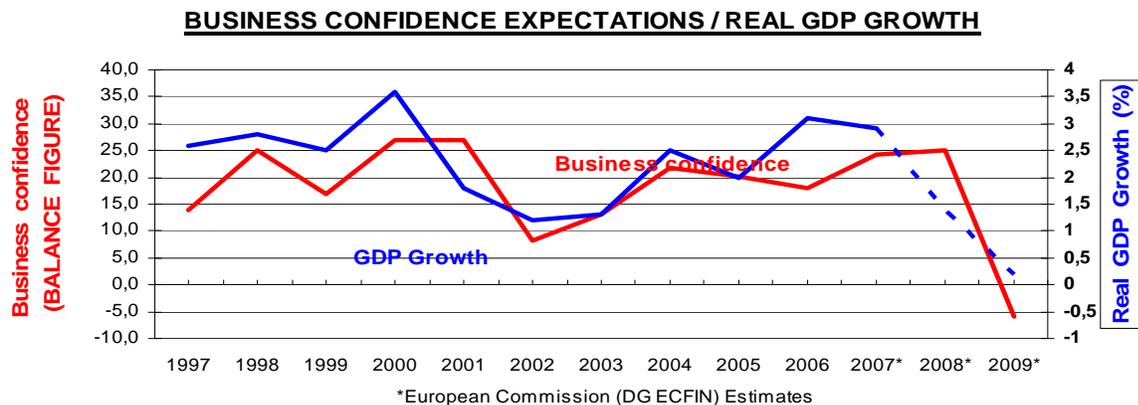
Dans la majorité des pays européens, les entrepreneurs anticipent une importante dégradation conjoncturelle en 2009.

Graphique 7 : La confiance dans le climat des affaires – Zone euro



Source : Eurochambres, EES 2009

Graphique 8 : Evolution des balances relatives aux prévisions concernant le climat des affaires et la croissance économique au niveau européen



Source : Eurochambres, EES 2009

C'est la première fois dans l'histoire de l'enquête Eurochambres que l'indice de confiance dans le climat des affaires apparaît globalement négatif au regard des réponses des entreprises européennes. Les résultats de la présente enquête qualitative rejoignent en ce sens les prévisions d'automne de la Commission européenne qui prévoit une croissance économique de 0,2% en 2009 pour l'UE dans son ensemble.

Tous les indicateurs illustrant les attentes des entrepreneurs européens enregistrent une diminution importante. Ces entrepreneurs appréhendent l'année à venir avec beaucoup de prudence. Les indicateurs relatifs au climat des affaires ou au chiffre d'affaires global connaissent les chutes les plus aigues, de même que les prévisions de vente sur les marchés nationaux ou à l'export sont en baisse notable. Même les perspectives d'investissement sont moroses. L'indicateur d'emploi atténue quant à lui le pessimisme global, puisque 60% des entreprises ayant répondu s'attendent à un maintien de leurs effectifs en 2009.

La confiance dans le climat des affaires a été affectée en raison des effets directs et indirects de la crise financière. Les premiers ont trait au fait que certains pays sont fortement ouverts et assoient leur croissance économique sur la bonne tenue de leurs exportations. La crise pèse par exemple fortement sur une économie comme le Royaume-Uni, qui ne parvient plus à écouler sa production industrielle sur les marchés mondiaux. L'Allemagne est aussi grandement atteinte, elle qui affiche traditionnellement une balance commerciale remarquablement excédentaire en comparaison européenne. Elle est dorénavant incapable de compenser par ses exportations la faiblesse de sa demande intérieure.

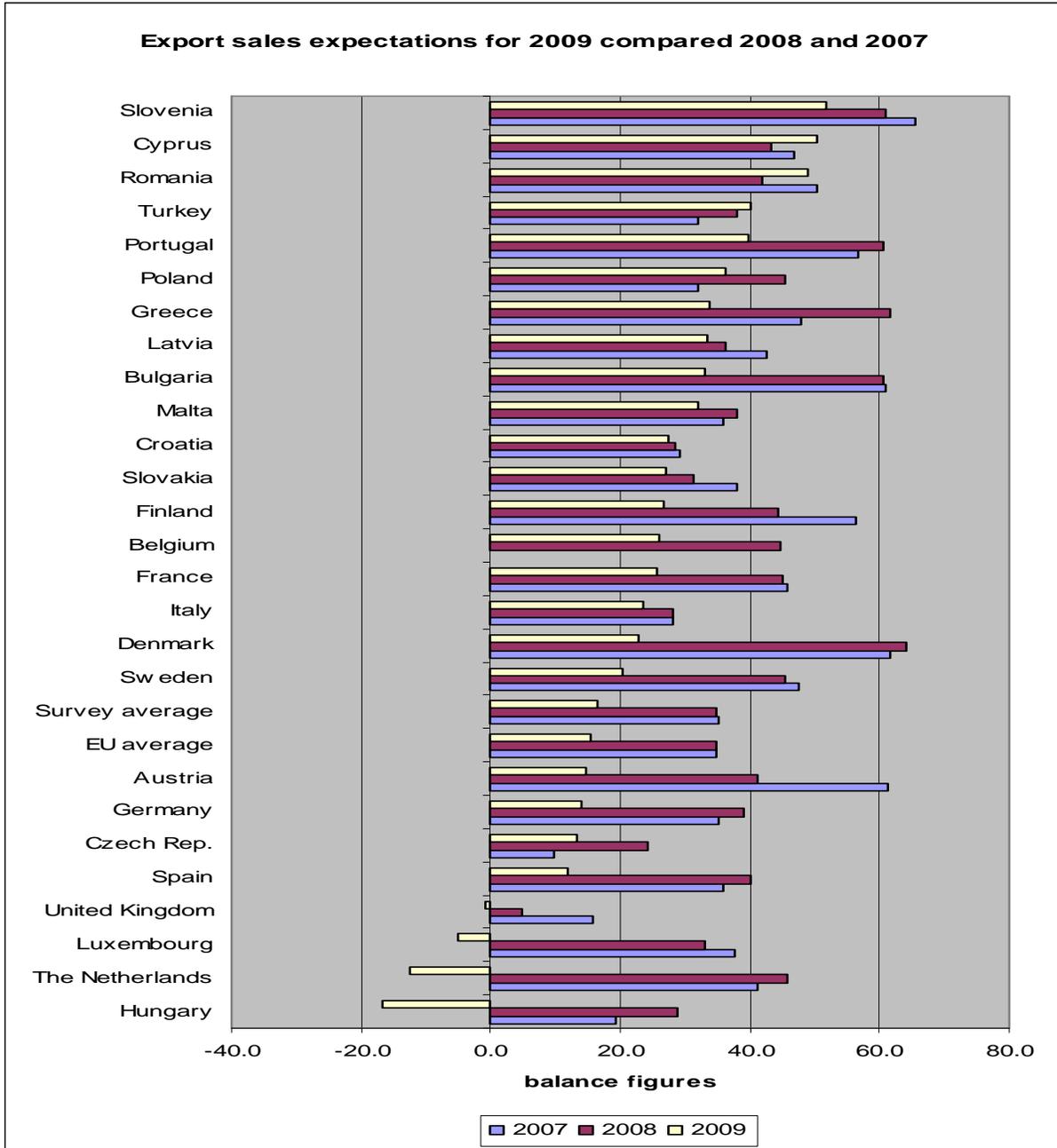
Du côté des effets indirects, il convient de citer les fortes interdépendances observées en Europe entre les économies nationales d'une part et les réseaux de PME implantés sur chaque territoire européen.

Parmi l'ensemble des indicateurs de l'étude, celui relatif aux prévisions de chiffre d'affaires global est le plus favorable (ou du moins le moins alarmant). Ainsi, en dépit de moindres performances de la part de l'économie réelle, les entreprises européennes s'attendent globalement à des résultats positifs en 2009, ce qui traduit l'existence de fondamentaux solides dans la plupart des pays. Ceci est sans doute à mettre sur le compte des réformes structurelles mises en œuvre ces dernières années, notamment dans le cadre de la relance de la Stratégie de Lisbonne en 2005, et qui sont de nature à atténuer les effets d'une crise comme celle ayant cours actuellement. Néanmoins, de la même façon qu'il existe un écart sensible entre les prévisions de l'édition 2008 de l'enquête Eurochambres et les résultats effectivement atteints, il importe d'interpréter les nouvelles prévisions avec toute la prudence qui s'impose.

Il convient également de souligner, s'agissant des prévisions en termes de chiffre d'affaires global, que les indicateurs sont moins favorables concernant les pays non membres de la zone euro (ex. de la Bulgarie, de la Pologne, de la Suède et de la Roumanie). Du reste, c'est en Espagne que les entrepreneurs formulent leurs attentes de chiffres d'affaires avec le moins de confiance. La baisse des prévisions de chiffre d'affaires pour 2009 est à mettre globalement sur le compte d'une diminution de la demande domestique et d'un déclin des exportations. D'ailleurs, les prévisions en termes de ventes nationales ou d'exportations n'étaient pas aussi mauvaises dans la précédente étude. Les entrepreneurs européens évaluent donc leurs perspectives de développement avec grande prudence, sur la base notamment d'une évaluation la plus réaliste possible du contexte économique global. Selon eux, la récession aura inévitablement des effets en termes de pouvoir d'achat des consommateurs et affectera donc négativement la demande de biens et services sur les marchés européens et internationaux.

La présente enquête fait également ressortir un optimisme plus grand de la part des entreprises de la zone euro comparées aux sociétés extérieures à ladite zone quant aux prévisions de débouchés domestiques et étrangers en 2009.

Graphique 9 : Evolution des balances de prévision des exportations depuis 2007, en comparaison européenne



Source : Eurochambres, EES 2009

En ce qui concerne les performances en matière de débouchés domestiques, les entreprises françaises restent confiantes dans leurs prévisions pour 2009, à l'instar des derniers entrants dans la zone euro que sont la Slovénie, Malte et Chypre. Il faut cependant souligner une différence sensible du point de vue de la demande domestique entre des pays ayant adopté la monnaie unique et les autres, eu égard à l'impact que peuvent avoir des chocs tels que la hausse (puis, selon les cas, la baisse) des prix du pétrole, des prix alimentaires ou de matières premières, notamment sur le pouvoir d'achat des consommateurs nationaux.

De la même façon que la demande diminue, l'investissement des entreprises européennes connaît lui aussi un ralentissement sensible. Il y a de surcroît une grande différence entre les prévisions d'investissement formulées en 2007 et le taux de réalisation effective de ces investissements en 2008. Globalement, les prévisions pour 2009 demeurent positives, même si elles sont aussi plus mesurées. La balance des prévisions d'investissement est par ailleurs quasiment nulle en ce qui concerne les pays de la zone euro, en raison du resserrement du crédit, de la baisse de la confiance des investisseurs et des prévisions de moindre demande.

La baisse de croissance économique que connaissent la plupart des nations européennes, couplée à une restriction des investissements, affecte le marché du travail. Les entreprises sont en effet prudentes dans l'embauche de nouveaux personnels et anticipent de moindres niveaux de production qui pourraient les empêcher de soutenir les salaires dans les prochains mois. Les prévisions de l'enquête Eurochambres sur les effectifs des entreprises européennes dans douze mois sont plutôt moroses, comme en témoigne la forte diminution de la balance des prévisions de l'emploi, de 18,1 dans l'édition 2008 à 1,5 dans la présente enquête. Il faut à cet égard souligner que l'indicateur pour les pays de la zone euro est légèrement négatif (-1,2), alors que l'indice de confiance dans les pays hors zone euro est tout de même bien plus élevé (8,3).

S'agissant enfin de la Croatie et de la Turquie, pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, les indicateurs sont largement plus favorables dans leur ensemble que pour l'ensemble des pays déjà membres de l'espace communautaire. Les prévisions d'activité pour 2009 pour ces deux pays sont même meilleures que celles de l'année passée, avec un avantage pour la Turquie qui affiche des balances plus élevées que la Croatie, excepté pour les ventes nationales.

6. La 16^e édition de l'enquête Eurochambres : méthodologie

L'association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes Eurochambres³ a procédé cette année à la 16^e édition de l'enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

L'objectif de l'enquête est de suivre l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2008 et d'avoir connaissance des prévisions des entreprises pour l'année 2009. La reconduction annuelle de cette étude auprès du même panel d'entreprises permet de mettre en

³ L'association Eurochambres représente 34 organisations nationales de Chambres de commerce et d'industrie et regroupe 1300 Chambres de commerce et d'industrie locales. Elle représente quelque 14 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de commerce européennes (www.eurochambres.eu).

évidence les changements intervenus d'une année sur l'autre. Comme l'enquête est réalisée dans tous les pays de l'Union européenne, ses résultats rendent possible la comparaison du climat économique luxembourgeois avec celui des autres pays de l'Union européenne.

C'est la Chambre de Commerce qui est en charge de diriger et réaliser l'enquête Eurochambres 2009 au Grand-Duché de Luxembourg, en collaboration avec TNS-Ilres⁴ qui a effectué la collecte des données par téléphone au cours des 2^{ème} et 3^{ème} semaines d'octobre 2008. Le panel de départ compte 1.055 entreprises du secteur industriel et manufacturier, ainsi que du secteur des services. Parmi les entreprises interrogées, 703 ont répondu à l'édition 2009 de l'enquête Eurochambres (taux de réponse : 66,6%). L'échantillon inclut les entreprises d'au moins 10 salariés. Il est par ailleurs représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration. 34,7% des sociétés interrogées évoluent dans le secteur industriel (cf. catégories A, B, C, G du tableau ci-dessous) et 65,3% dans celui des services (cf. catégories D, E, F).

L'économie du Luxembourg se compose principalement d'un tissu de petites et moyennes entreprises. Par conséquent, pour en donner une idée la plus pertinente et la plus réelle possible, les résultats ont été pondérés par un coefficient qui prend en compte les secteurs d'activité divisés en 7 catégories de la nomenclature européenne NACE-REV, ainsi que le nombre de salariés répartis en 6 catégories (cf. tableau 3). Il en résulte un nombre total d'entreprises considérable, à savoir 3688. Ainsi, les résultats sont supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.

L'enquête Eurochambres est actuellement la seule enquête réalisée au Luxembourg qui prenne en compte les prévisions de tous les secteurs d'activité de l'économie, hormis ceux de l'agriculture, de la santé et des administrations publiques. En choisissant d'insérer une question supplémentaire à propos de l'utilisation du commerce électronique dans les entreprises luxembourgeoises, la Chambre de Commerce est en mesure de mieux sonder le degré d'utilisation du commerce électronique dans le monde des entreprises au Luxembourg.

Les résultats de l'enquête 2009 peuvent être consultés sur le site de la Chambre de Commerce (www.cc.lu, volet luxembourgeois) et sur celui d'Eurochambres (www.eurochambres.eu, volet européen).

Les personnes intéressées peuvent commander le dossier complet des résultats auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. : 42 39 39 – 350, e-mail : eco@cc.lu).

⁴ TNS-ilres (www.tns-ilres.com).

Activité	A	B	C	D	E	F	G	total
nacerev 1.1	27-28-29-30-31-32-33-34-35	15-16-17-18-20-21-22-24-25-26-36-37	45	50-51-52-55	60-61-62-63-64	65-66-67-70-71-72-73-74	14-40-41	
total lux	150	174	858	1089	357	1040	20	3688
10 à 49	105	108	713	951	247	758	15	2897
50 à 99	23	25	82	85	61	126	2	404
100 à 249	13	22	48	39	32	89	2	245
250 à 499	4	13	14	7	11	31	0	80
500 à 999	4	4	1	6	2	23	1	41
1000 et +	1	2	0	1	4	13	0	21
total %	4	5	23	30	10	28	1	100
10 à 49	70	62	83	87	69	73	75	79
50 à 99	15	14	10	8	17	12	10	11
100 à 249	9	13	6	4	9	9	10	7
250 à 499	3	7	2	1	3	3	0	2
500 à 999	3	2	0	1	1	2	5	1
1000 et +	1	1	0	0	1	1	0	1

A	Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport
B	Autres industries manufacturières
C	Construction
D	Vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurants
E	Transport, entreposage et communication
F	Médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services
G	Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)